



Règlement de la consultation

Marché de Travaux

**Travaux aménagement
du centre-ville du
Vésinet**

Mairie du Vésinet

Date limite de remise de plis : 27/06/2025

Heure limite : 12h00

Numéro du marché : 2025-05



Sommaire

1.	Identification du pouvoir adjudicateur	4
2.	Objet et étendue de la consultation	4
2.1.	Objet	4
2.2.	Mode de passation	4
2.3.	Décomposition du marché.....	4
2.4.	Forme du marché.....	6
2.5.	Nomenclature CPV.....	7
3.	Organisation de la consultation	7
3.1.	Délai de validité des offres.....	7
3.2.	Visite des lieux d'exécution.....	7
3.3.	Variantes	8
3.3.1.	Variantes autorisées	8
3.3.2.	Variantes exigées	8
3.4.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
3.5.	Liste des documents constituant le dossier de consultation	8
3.6.	Modification de détail au dossier de consultation	8
4.	Groupements et forme juridique de l'attributaire	9
5.	Retrait du dossier.....	9
6.	Présentation des candidatures et des offres	9
6.1.	Pièces de la candidature	10
6.2.	Pièces de l'offre.....	12
7.	Jugement des offres et attribution du marché.....	17
7.1.	Critères de jugement des offres	17
7.2.	Attribution du marché	20
8.	Conditions d'envoi et de remise des plis	21
8.1.	Conditions de la dématérialisation	21
8.2.	Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	22
8.3.	Modalités de signature des offres	23
9.	Renseignements complémentaires	24
9.1.	Renseignements administratifs et techniques	24



9.2.	Voies de recours.....	24
------	-----------------------	----



1. Identification du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : Mairie du Vésinet

Adresse :

60 Boulevard Carnot
78110 Le Vésinet

2. Objet et étendue de la consultation

2.1. Objet

La présente consultation a pour objet : Travaux aménagement du centre-ville du Vésinet

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de l'opération de requalification du centre-ville. Le projet comprend :

- La rénovation de la rue Thiers par substitution du revêtement enrobé par de la pierre,
- Le réaménagement des abords de l'église Sainte Marguerite, les voies et les zones de parking,
- La rénovation de la rue Foch par substitution du revêtement enrobé par de la pierre,
- L'aménagement de la place de la gare en parvis paysagé
- L'aménagement de la place du marché afin d'intégrer un jardin sur dalle, un ensemble de 2 galeries, et une aire de jeux« **non inclus dans la présente consultation et objet d'un prochain marché.** ».

Lieu d'exécution ou de livraison : 78110 LE VESINET

Les aménagements seront à réaliser à partir de septembre 2025

2.2. Mode de passation

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.3. Décomposition du marché

Le candidat a la possibilité de présenter une offre pour tous les lots.

La présente consultation est allotie et à tranches. Elle est décomposée en 3 lots :



- Lot n° 1 - Voirie réseaux divers : Le curage des espaces publics existants, la réalisation des terrassements, la reprise du réseau d'éclairage, la reprise de l'assainissement général, la pose d'un revêtement en pierre et la mise en place de mobiliers divers
 - Tranche ferme - Place de l'Eglise + la rue Thiers
 - Tranche optionnelle n°1 - Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare
- Lot n° 2 – Eclairage : La mise en application de la stratégie lumière
 - Tranche ferme - Place de l'Eglise + la rue Thiers
 - Tranche optionnelle n°1 - Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare
- Lot n° 3 - Espaces verts - Métallerie
 - Tranche ferme - Place de l'Eglise + la rue Thiers
 - Tranche optionnelle n°1 - Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare

Détail des tranches et des phases

Tranches et phases pour le lot n°1	
Tranche ferme	Place de l'Eglise + la rue Thiers
Phase 1	Rue Thiers
Phase 2	Rue Jean Laurent Sud + Sud Eglise
Phase 3	Rue Jean Laurent Nord + Nord Eglise
Phase 4	Parking arrière de l'Eglise
Phase 5	Parvis frontal de l'Eglise
Tranche optionnelle	Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare

Tranches et phases pour le lot n°2	
Tranche ferme	Place de l'Eglise + la rue Thiers
Phase 1	Rue Thiers
Phase 2	Rue Jean Laurent Sud + Sud Eglise
Phase 3	Rue Jean Laurent Nord + Nord Eglise
Phase 4	Parking arrière de l'Eglise
Phase 5	Parvis frontal de l'Eglise
Tranche optionnelle	Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare
Tranches et phases pour le lot n°3	
Tranche ferme	Place de l'Eglise + la rue Thiers
Phase 1	Rue Thiers
Phase 2	Rue Jean Laurent Sud + Sud Eglise
Phase 3	Rue Jean Laurent Nord + Nord Eglise
Phase 4	Parking arrière de l'Eglise
Phase 5	Parvis frontal de l'Eglise
Tranche optionnelle	Rue du Marechal Foch + Place de la Gare + Rue du Général Claverie + la section de l'avenue Galliéni située entre la rue Foch et place de la gare place de la Gare

2.4. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix unitaire.

Tous les lots du marché sont mono-attributaires.

Pour le lot n°1 le montant maximum des bons de commande, tranche optionnelle comprise, est fixé à :



Montant maximum € HT
6 531 637,50 €

Pour le lot n°2 le montant maximum des bons de commande, tranche optionnelle comprise, est fixé à :

Montant maximum € HT
667 835,00 €

Pour le lot n°3 le montant maximum des bons de commande, tranche optionnelle comprise, est fixé à :

Montant maximum € HT
756 134,06 €

2.5. Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens [CPV] est :

Code CPV principal :

45000000 - Travaux de construction.

3. Organisation de la consultation

3.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2. Visite des lieux d'exécution

Une visite des lieux d'exécution du marché est prévue. Cette visite n'est pas obligatoire pour les candidats.

Toutes les informations relatives à cette visite sont disponibles auprès de :



Monsieur Christophe BILLARD
c.billard@levesinet.fr

Elle se déroulera dans les conditions suivantes :

Faire sa demande auprès de la personne référente ci-dessus, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres

3.3. Variantes

3.3.1. Variantes autorisées

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

3.3.2. Variantes exigées

Le présent accord-cadre ne comporte aucune variante exigée.

3.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

3.5. Liste des documents constituant le dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- Acte d'engagement
- Règlement de consultation
- Cahier des clauses administratives particulières
- Cahier des clauses techniques particulières
- Bordereau des prix unitaires
- DQE
- Pièces graphiques

3.6. Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



4. Groupements et forme juridique de l'attributaire

La prestation est divisée en lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attributaire.

Il est possible de présenter pour le présent **accord-cadre**, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

5. Retrait du dossier

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du dossier, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel à la concurrence le cas échéant, via le profil acheteur : <https://marches.maximilien.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique.

6. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-dessous.



6.1. Pièces de la candidature

1. Liste des justificatifs administratifs :

Justificatifs administratifs **communs à tous les lots** :

- Déclaration sur l'honneur

Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Pouvoir

Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants)

- Situation de redressement judiciaire

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés

- Déclaration chiffre d'affaires

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles

- DC1

Déclaration de candidature

- Attestation d'assurance

Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

2. Liste des justificatifs techniques :

Justificatifs techniques du **lot n° 1** :

- Déclaration d'effectifs

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

- Références de travaux similaires

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années en aménagement d'espaces publics en réaménagement en milieu urbain pour un montant supérieur à 3 M€ HT comprenant des



aménagements de sols en matériaux modulaires pierre naturelle

- Certificats de qualification professionnelle

- o FNTF 2321 travaux de terrassement courants en milieu urbain
- o FNTF341 chaussées urbaines assises de chaussées
- o FNTF342 revêtement en matériaux enrobés classiques
- o FNTF3431 - 3432 - 3433 Revêtements en béton coulé en place
- o FNTF 3451 pavés et dalles en pierre naturelle
- o FNTF346 pose de bordures, chainettes et caniveaux
- o FNTF347 petits ouvrages divers en maçonnerie
- o FNTF5144 Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé P<3,50 m

Ou toutes qualifications équivalentes

Justificatifs techniques du **lot n° 2** :

- Déclaration d'effectifs

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

- Références de travaux similaires

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, en pose de luminaire en caténaire et en mât, illustrant la capacité de l'entreprise à conduire des travaux d'un niveau de technicité et d'une ampleur, équivalents en milieu urbain pour un montant supérieur à 1M€ HT

- Certificats de qualification professionnelle

Qualifelec : ME1 - TN3 mentions RT et BT S

Ou toutes qualifications équivalentes

Justificatifs techniques du **lot n° 3** :

- Déclaration d'effectifs

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

- Références de travaux similaires

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années,

- Certificats de qualification professionnelle

Quali-paysage P120, E130 entretien, E140 élagage, certification MPS-A pépinières

Ou toutes qualifications équivalentes



Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces visées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du présent **accord-cadre**.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ils pourront également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

6.2. Pièces de l'offre

Les pièces à remettre dans l'offre sont les suivantes :

- Acte d'engagement
- Mémoire technique
- Décomposition du prix général et forfaitaire (DPGF)

➤ Le **mémoire technique du LOT 1** doit contenir :

✓ Sous critère 1

- Un organigramme nominatif de l'encadrement du chantier et de l'interface avec les différents co et sous-traitants
- Les capacités de l'équipe à réaliser en interne ou en externe l'ensemble des missions : les CV représentant des expériences significatives sur des travaux similaires des personnes affectées à l'ensemble du lot : directeur de chantier, conducteur de chantier expert de chaque compétence, chargé de la qualité, chargé de l'environnement,
- Les moyens matériels dédiés pour réaliser les travaux

✓ Sous critère 2

- Description des enjeux et singularités de ce projet (PIC)
- Description des mesures proposées pour limiter les nuisances liées à l'activité en site urbain,



- Détailler l'organisation proposée et les moyens mis en œuvre pour assurer la coordination et l'interface avec les différents prestataires du lot et des autres lots ainsi que la prise en compte des contraintes du programme,
- Transmettre un planning prévisionnel de travaux

✓ Sous critère 3

- Transmissions des échantillons de pierre,
- Expliciter la politique de l'entreprise en matière de contrôle qualité,
- Transmettre des exemples de produit en cohérence avec le marché

✓ Sous critère 4

- Présenter les principes du Plan de Management de l'Environnement (PME) et le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)
- Développer l'organisation mise en place par le candidat visant à garantir la santé et la sécurité de l'ensemble des intervenants et des tiers impactés par le chantier

Fourniture d'échantillon de référence

L'échantillon de référence est une pièce contractuelle du marché.

Pour chaque proposition, Il est composé de 6 échantillons.

Pour chacune des pierres et chaque finition proposées les variations de couleur, nuance, tonalité, grain, aspect et qualité seront comprises dans les limites fixées par 3 échantillons numérotés de 1 à 3 (constituant l'échantillon de référence) accompagnant obligatoirement la présente offre et la fiche technique de la pierre.

Pour chacune des pierres, l'entreprises fournira les échantillons en finition flammé et bouchardé

Chaque échantillon aura les dimensions suivantes : 30 x 30 cm et maximum 2 cm d'épaisseur.

L'échantillon est accompagné de la fiche technique de la pierre qui porte les mêmes renseignements que sur l'échantillon contractuel et à laquelle sont joints les copies des procès-verbaux des essais de laboratoire rédigés en langue française, datés de moins de deux (2) ans, permettant de déterminer le module d'identification de la pierre (l'origine pétrographique, M_{Va}, porosité, vitesse du son, compression, flexion, usure, adhérence en fonction de la finition et de la face vue).

Chaque échantillon devra être étiqueté au dos et indiquer le nom de l'entreprise candidate, la référence de la pierre, le numéro de la teinte (1 à 3),.

Ils ne seront ni repris, ni facturés et resteront propriété du pouvoir adjudicateur.

Les échantillons devront être livrés impérativement au plus tard à la date limite de remise des offres



à l'adresse suivante :

Service commande publique
60 boulevard Carnot
78110 Le Vésinet

Chaque pli contenant les échantillons comportera obligatoirement la mention :

Echantillons pour : Travaux d'aménagement du centre-ville

NE PAS OUVRIR

Un récépissé sera systématiquement remis aux candidats pour tout dépôt de pli d'échantillons.

Toute absence constatée d'échantillons entraînera l'irrégularité de l'offre, qui sera éliminée.

➤ **Le mémoire technique du LOT 2 doit contenir :**

✓ Sous critère 1

- Un organigramme nominatif de l'encadrement du chantier et de l'interface avec les différents co et sous-traitants
- Les capacités de l'équipe à réaliser en interne ou en externe l'ensemble des missions : les CV représentant des expériences significatives sur des travaux similaires des personnes affectées à l'ensemble du lot : directeur de chantier, conducteur de chantier expert de chaque compétence, chargé de la qualité, chargé de l'environnement,
- Les moyens matériels dédiés pour réaliser les travaux

✓ Sous critère 2

- Description des enjeux et singularités de ce projet (PIC)
- Description des mesures proposées pour limiter les nuisances liées à l'activité en site urbain,
- Détailler l'organisation proposée et les moyens mis en œuvre pour assurer la coordination et l'interface avec les différents prestataires du lot et des autres lots ainsi que la prise en compte des contraintes du programme,
- Transmettre un planning prévisionnel de travaux

✓ Sous critère 3

- Expliciter la politique de l'entreprise en matière de contrôle qualité,
- Transmettre des exemples de produit en cohérence avec le marché



✓ Sous critère 4

- Présenter les principes du Plan de Management de l'Environnement (PME) et le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)
- Développer l'organisation mise en place par le candidat visant à garantir la santé et la sécurité de l'ensemble des intervenants et des tiers impactés par le chantier

➤ Le **mémoire technique du LOT 3 doit contenir** :

✓ Sous critère 1

- Un organigramme nominatif de l'encadrement du chantier et de l'interface avec les différents co et sous-traitants
- Les capacités de l'équipe à réaliser en interne ou en externe l'ensemble des missions : les CV représentant des expériences significatives sur des travaux similaires des personnes affectées à l'ensemble du lot : directeur de chantier, conducteur de chantier expert de chaque compétence, chargé de la qualité, chargé de l'environnement,
- Les moyens matériels dédiés pour réaliser les travaux

✓ Sous critère 2

- Description des enjeux et singularités de ce projet (PIC)
- Description des mesures proposées pour limiter les nuisances liées à l'activité en site urbain,
- Détailler l'organisation proposée et les moyens mis en œuvre pour assurer la coordination et l'interface avec les différents prestataires du lot et des autres lots ainsi que la prise en compte des contraintes du programme,
- Transmettre un planning prévisionnel de travaux

✓ Sous critère 3

- Transmissions des échantillons de pierre,
- Expliciter la politique de l'entreprise en matière de contrôle qualité,
- Transmettre des exemples de produit en cohérence avec le marché

✓ Sous critère 4

- Présenter les principes du Plan de Management de l'Environnement (PME) et le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)
- Développer l'organisation mise en place par le candidat visant à garantir la santé et la sécurité de l'ensemble des intervenants et des tiers impactés par le chantier



Fourniture d'échantillon de référence

L'échantillon de référence est une pièce contractuelle du marché.

Pour chaque proposition, Il est composé de 6 échantillons.

Pour chacune des pierres et chaque finition proposées les variations de couleur, nuance, tonalité, grain, aspect et qualité seront comprises dans les limites fixées par 3 échantillons numérotés de 1 à 3 (constituant l'échantillon de référence) accompagnant obligatoirement la présente offre et la fiche technique de la pierre.

Pour chacune des pierres, l'entreprises fournira les échantillons en finition flammé et bouchardé

Chaque échantillon aura les dimensions suivantes : 30 x 30 cm et maximum 2 cm d'épaisseur.

L'échantillon est accompagné de la fiche technique de la pierre qui porte les mêmes renseignements que sur l'échantillon contractuel et à laquelle sont joints les copies des procès-verbaux des essais de laboratoire rédigés en langue française, datés de moins de deux (2) ans, permettant de déterminer le module d'identification de la pierre (l'origine pétrographique, MVa, porosité, vitesse du son, compression, flexion, usure, adhérence en fonction de la finition et de la face vue).

Chaque échantillon devra être étiqueté au dos et indiquer le nom de l'entreprise candidate, la référence de la pierre, le numéro de la teinte (1 à 3),.

Ils ne seront ni repris, ni facturés et resteront propriété du pouvoir adjudicateur.

Les échantillons devront être livrés impérativement au plus tard à la date limite de remise des offres à l'adresse suivante :

Service commande publique
60 boulevard Carnot
78110 Le Vésinet

Chaque pli contenant les échantillons comportera obligatoirement la mention :

Echantillons pour : Travaux d'aménagement du centre-ville

NE PAS OUVRIR

Un récépissé sera systématiquement remis aux candidats pour tout dépôt de pli d'échantillons.

Toute absence constatée d'échantillons entraînera l'irrégularité de l'offre, qui sera éliminée.

7. Jugement des offres et attribution du marché

7.1. Critères de jugement des offres

Pour le lot n° 1 : la valeur technique sur 20 à pondérer

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés en points :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	60 POINTS
Sous-Critère n°1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir le respect des délais	4.0 points
1 : Organisation du groupement	1.0 points
2 : Organisation de l'entreprise	1.0 points
3 : Moyens humains	1.0 points
4 : Moyens matériels	1.0 points
Sous-Critère n°2 : Méthode et planification de mise en œuvre dans le but de respecter les délais	5.0 points
1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir la tenue du chantier, le respect des contraintes liées au site et les règles sanitaires : emprises, sécurité du site, accès	1.0 points
2 : Réduction des nuisances et faible impact sur les conditions de circulation	2.0 points
3 : Programme d'exécution, tranches fermes et conditionnel (planning)	2.0 points
Sous-Critère n°3 : Fournisseurs et provenance des matériaux	8.0 points
1 : Echantillons de pierres	5.0 points
2 : Fiches produits	1.0 points
3 : Fournisseurs et provenance des matériaux	1.0 points
4 : Assurance qualité, contrôle et études d'exécution	1.0 points



Sous-Critère n°4 : Enjeux environnementaux et santé	3.0 points
1 : PME et SOGED	1.5 points
2 : Santé et sécurité des intervenants	1.5 points
Critère n°2 : Prix des prestations, calculé sur le prix total du DQE	40.0 points

Note du critère prix = 40 points pour l'offre la moins-disante.

Pour les autres offres, la note = (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre du candidat) X 40 points.

Pour le lot n° 2 : la valeur technique sur 20 à pondérer

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés en points :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	60 POINTS
Sous-Critère n°1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir le respect des délais	6.0 points
1 : Organisation du groupement	1.5 points
2 : Organisation de l'entreprise	1.5 points
3 : Moyens humains	1.5 points
4 : Moyens matériels	1.5 points
Sous-Critère n°2 : Méthode et planification de mise en œuvre dans le but de respecter les délais	5.0 points
1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir la tenue du chantier, le respect des contraintes liées au site et les règles sanitaires : emprises, sécurité du site, accès	1.0 points
2 : Réduction des nuisances et faible impact sur les conditions de circulation	2.0 points
3 : Programme d'exécution, tranches fermes et conditionnel (planning)	2.0 points
Sous-Critère n°3 : Fournisseurs et provenance des matériaux	6.0 points
1 : Fiches produits	2.0 points



2 : Fournisseurs et provenance des matériaux	2.0 points
3 : Assurance qualité, contrôle et études d'exécution	2.0 points
Sous-Critère n°4 : Enjeux environnementaux et santé	3.0 points
1 : PME et SOGED	1.5 points
2 : Santé et sécurité des intervenants	1.5 points
Critère n°2 : Prix des prestations, calculé sur le prix total du DQE	40.0 points

Note du critère prix = 40 points pour l'offre la moins-disante.

Pour les autres offres, la note = (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre du candidat) X 40 points.

Pour le lot n° 3 : la valeur technique sur 20 à pondérer

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés en points :

Critères et sous-critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	60 POINTS
Sous-Critère n°1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir le respect des délais	6.0 points
1 : Organisation du groupement	1.5 points
2 : Organisation de l'entreprise	1.5 points
3 : Moyens humains	1.5 points
4 : Moyens matériels	1.5 points
Sous-Critère n°2 : Méthode et planification de mise en œuvre dans le but de respecter les délais	5.0 points
1 : Moyens et organisation mis en œuvre pour garantir la tenue du chantier, le respect des contraintes liées au site et les règles sanitaires : emprises, sécurité du site, accès	1.0 points
2 : Réduction des nuisances et faible impact sur les conditions de circulation	2.0 points
3 : Programme d'exécution, tranches fermes et conditionnel (planning)	2.0 points



Sous-Critère n°3 : Fournisseurs et provenance des matériaux	6.0 points
1 : Echantillons de pierres	2.0 points
2 : Fournisseurs et provenance des matériaux	2.0 points
3 : Assurance qualité, contrôle et études d'exécution	2.0 points
Sous-Critère n°4 : Enjeux environnementaux et santé	3.0 points
1 : PME et SOGED	1.5 points
2 : Santé et sécurité des intervenants	1.5 points
Critère n°2 : Prix des prestations, calculé sur le prix total du DQE	40.0 points

Note du critère prix = 40 points pour l'offre la moins-disante.

Pour les autres offres, la note = (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre du candidat) X 40 points.

7.2. Attribution du marché

Conformément au décret n°2019-33 du 18 janvier 2019, le candidat n'est plus tenu de produire les pièces détaillées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail.

L'acheteur prend directement en charge la recherche desdits documents et attestations en accédant à la base documentaire sur [api.gouv.fr](https://api.gouv.fr/api/api-entreprise.html) (<https://api.gouv.fr/api/api-entreprise.html>).

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées au CCAP.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat de détachement établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.



Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

8. Conditions d'envoi et de remise des plis

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur.

8.1. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée. Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.



8.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des pré-requis de la plateforme de dématérialisation <https://marches.maximilien.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots concerné(s) doit dans ce cas être sans ambiguïté. L'acheteur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (annexe 6 du code de la commande publique), lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si l'acheteur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Mairie du Vésinet



60 Boulevard Carnot
78110 Le Vésinet

Pli pour la consultation : 2025-05

Candidat :

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Conformément à l'arrêté du 14 avril 2023, le soumissionnaire a également la possibilité de remettre une copie de sauvegarde par voie dématérialisée.

Dans cette hypothèse, la copie de sauvegarde électronique doit être transmise au moyen d'un dispositif externe au Profil acheteur et conforme aux exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique :

- L'identité de l'acheteur ou de l'autorité concédante et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données est assurée ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision : l'horodatage doit être qualifié conformément aux dispositions du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché ou du contrat de concession, seules les personnes autorisées ont accès aux données.

La réception de la copie de sauvegarde dématérialisée donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique portant les mentions suivantes :

- L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
- Le nom de l'acheteur ou de l'autorité concédante ;
- L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
- La date et l'heure de réception des documents ;
- La liste détaillée des documents transmis.

8.3. Modalités de signature des offres

Les offres n'ont pas à être remises signées.

L'accord-cadre transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.



La signature de l'accord-cadre pourra être réalisée de manière électronique ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique.

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature électronique utilisé doit répondre aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

- La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies>
- La Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

La date et l'heure limites de réception des plis sont indiquées sur la page de garde.

Seul sera pris en compte l'horodatage d'arrivée du pli. Le soumissionnaire est seul responsable du bon acheminement de son pli à la personne publique.

Conformément à l'article R2143-2 du code de la commande publique, les plis reçus hors délais sont éliminés.

9. Renseignements complémentaires

9.1. Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande depuis le profil acheteur.

9.2. Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78000 Versailles



Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

- Le Référé pré-contractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative) avant la signature du contrat.
- Le Référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative) après la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article R. 551-7 du CJA.
- Le Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la date à laquelle l'acheteur a effectué les mesures de publicité du contrat.
- Le Recours pour excès de pouvoir, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.